



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

ADEME

Question écrite n° 63634

## Texte de la question

M. Léonce Deprez se référant à ses questions écrites n° 58290 du 26 février 2001 et n° 61542 du 25 mai 2001, demande à Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances de son action ministérielle relative à la gestion des crédits publics par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), établissement public sous sa tutelle. Un audit confidentiel de l'inspection générale des finances ayant été commandé par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a fait apparaître, une nouvelle fois, la gestion calamiteuse de l'ADEME : ni contrat pluriannuel d'engagement, ni véritable inspection interne, ni contrôle de gestion. Les élus locaux s'étonnent de constater que l'Etat, qui contrôle très étroitement les marchés publics des collectivités locales, est « moins regardant pour ses établissements publics » (La Lettre du maire - n° 1260 - 29 mai 2001). Une réforme d'urgence s'impose.

## Texte de la réponse

la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a pris connaissance, avec intérêt, de la question relative aux ressources de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Dès la période 1995-1998, les relations entre l'Etat et l'ADEME ont été précisées et formalisées dans le cadre d'un contrat d'objectifs, qui a servi de base de référence aux ministères concernés pour le pilotage et pour l'évaluation des actions de l'agence. A partir de 1998, un nouveau contrat pluriannuel a été mis en chantier ; son adoption, qui aurait dû intervenir avant la fin de l'année 2000, a été reportée, d'un commun accord de quelques mois, pour que puissent être prises en compte les orientations retenues par le Gouvernement dans le cadre du « plan national d'amélioration de l'efficacité énergétique ». Le contrat de plan 2000-2006 entre l'Etat et l'ADEME a été signé le 19 juin. Ce document précise tout particulièrement les objectifs concrets que l'agence s'engage à atteindre au cours des années à venir, ainsi que les améliorations qu'elle devra continuer à apporter à son organisation et à ses modalités de gestion, en s'appuyant sur les recommandations récemment formulées par l'inspection générale des finances à la demande des ministères de l'aménagement du territoire et de l'environnement et de l'économie, des finances et de l'industrie. Il s'agira en fait pour l'ADEME de poursuivre et d'amplifier les efforts importants qu'elle a d'ores et déjà accomplis, notamment depuis 1998. A cet égard, le ministre insiste sur le fait que l'agence, tout en conservant une rigueur constante dans sa façon d'utiliser l'argent public, a réussi à accroître très considérablement le volume de ses interventions au cours des dernières années : le nombre de dossiers traités est passé de 5 719 en 1997 à 11 540 en 2000, et parallèlement le montant total des aides attribuées est passé de 1 228 MF en 1997 à 2 289 MF en 2000. Il est donc manifeste que l'ADEME, même si ses effectifs ont été renforcés durant la même période de 135 postes, a su se mobiliser pour répondre aux nouveaux besoins. S'agissant du domaine des déchets, qui a été particulièrement concerné par le changement majeur qu'a constitué la suppression des anciennes taxes affectées et leur remplacement, en tant que ressource de l'ADEME, par des dotations budgétaires, l'agence, en dépit de la baisse du taux des aides décidée en mai 1999, a vu le montant de ses interventions croître de manière significative. Les engagements (c'est-à-dire les conventions signées avec ses partenaires) étaient dans ce domaine de 457 MF en 1997. Ils ont

atteint le chiffre exceptionnellement élevé de 1 584 MF en 1998, et se sont maintenus à 978 MF en 1999 et 963 MF en 2000. Quant aux paiements, ils suivent, avec un décalage qui tient la nature même des opérations financées, l'évolution des engagements.

## Données clés

**Auteur :** [M. Léonce Deprez](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 63634

**Rubrique :** Environnement

**Ministère interrogé :** aménagement du territoire et environnement

**Ministère attributaire :** aménagement du territoire et environnement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 juillet 2001, page 3900

**Réponse publiée le :** 27 août 2001, page 4855